



Appel supplémentaire

Retour et réintégration des réfugiés de la République démocratique du Congo

Février 2007

Résumé

Plus de 408 000 réfugiés congolais vivent encore en exil, dont 395 000 dans les neufs pays voisins de la République démocratique du Congo (RDC). Le déroulement des premières élections démocratiques depuis 40 ans dans le pays et l'investiture du Président Kabila à la tête de la RDC ouvrent une nouvelle ère permettant d'espérer le retour de la plupart des Congolais réfugiés ou déplacés internes au cours des années à venir. Depuis 2004, environ 89 000 réfugiés congolais sont déjà rentrés en RDC, principalement dans les provinces de l'Equateur, du Sud-Kivu et du Katanga. En 2007, selon les estimations de l'UNHCR, environ 98 500 réfugiés devraient opter pour un rapatriement avec l'assistance de l'UNHCR, essentiellement à partir de la République du Congo, de la République Unie de Tanzanie (Tanzanie), de la Zambie ainsi que d'autres pays africains, quoique en nombre plus restreint.

L'UNHCR s'assurera que le rapatriement des réfugiés est librement consenti et que les réfugiés sont clairement informés de la situation dans les régions de retour. L'UNHCR négociera avec les gouvernements concernés des mesures spéciales en vue de faciliter le rapatriement des réfugiés et leur transport, en toute sécurité, des pays limitrophes à leurs villages d'origine. L'UNHCR distribuera des kits de retour comportant des denrées alimentaires, des articles domestiques, des outils et du matériel de construction, afin de les aider à s'installer dans leurs communautés. Pour les aider à reconstruire leur vie, l'UNHCR fournira également une assistance dans les secteurs de la santé et de l'éducation dans les principales zones de retour

et appuiera la mise en place d'activités génératrices de revenus dans les communautés comptant une importante population de rapatriés. Les réfugiés ayant des besoins spécifiques, notamment les mineurs non accompagnés et les enfants séparés de leurs familles, recevront des soins et une aide appropriés avant et après leur retour. En tant que chef de file du Module de Protection, co-chef de file du Module de Réintégration et Relance communautaire et membre des autres modules thématiques en RDC, l'UNHCR s'assurera que des activités complémentaires sont mises en œuvre dans les zones de retour afin de renforcer la protection, accroître l'accès aux services de base et favoriser l'amélioration des conditions de vie des populations concernées. L'UNHCR veillera aussi à harmoniser l'appui fourni aux réfugiés et déplacés internes qui rentrent chez eux.

Les poches d'insécurité, le mauvais état des routes et la difficulté d'accéder à certaines régions sont des contraintes majeures pour les opérations de l'UNHCR. Les principaux obstacles au retour sont la présence et l'autorité limitées de l'Etat et sa capacité réduite à faire respecter l'état de droit, le manque de services sociaux et de santé et la précarité des conditions socio-économiques. La viabilité des retours dépendra donc beaucoup de la capacité de la communauté internationale à soutenir les activités de transition et de développement. Un retour massif et soudain pourrait constituer un défi majeur, car les organisations humanitaires risqueraient d'être dépassées et la capacité d'absorption de nouveaux rapatriés dans les zones de retour saturée.

Aperçu du programme

Titre	Retour et réintégration des réfugiés congolais de la République démocratique du Congo
Bénéficiaires	98 500 rapatriés congolais
Durée	1 janvier 2007 – 31 décembre 2007
Total des besoins	Dollars E. -U. 47, 218, 724

Photo de couverture: Ce jeune réfugié de la RDC s'apprête à retrouver sa famille dans le village de Mawuya après cinq années d'exil./ UNHCR/ J. Ose

Environnement opérationnel

Contexte

2006 a marqué un tournant décisif dans l'histoire de la RDC avec la tenue des premières élections démocratiques depuis 40 ans et l'investiture pacifique du Président Joseph Kabila en décembre. Les opérations militaires conjointes menées par l'armée nationale congolaise (Forces Armées de la République Démocratique du Congo, FARDC) et la mission de maintien de la paix des Nations Unies (Mission des Nations Unies en République Démocratique du Congo, MONUC) contre des groupes armés nationaux et étrangers ont également permis d'améliorer les conditions de sécurité dans certaines zones de l'est du pays. La situation demeure toutefois instable dans beaucoup d'autres parties de l'est.

Grâce à ces développements encourageants, les réfugiés aussi bien que les personnes déplacées à l'intérieur du pays ont pris le chemin du retour. Plus de 89 000 réfugiés sont rentrés ces trois dernières années, tandis que le nombre de déplacés internes a baissé de 30 pour cent au cours de 2006. Toutefois, en date du 1^{er} janvier

2007, il y avait encore quelque 1,1 million de déplacés internes dans le pays, essentiellement dans les provinces est de Nord-Kivu, de la Province orientale (Ituri), de Sud-Kivu et du Katanga et 408 000 Congolais vivant en exil à l'étranger.

En dépit de la richesse de ses ressources naturelles, la RDC figure parmi les pays les plus pauvres du monde. 80 pour cent de la population vit avec environ 0,30 dollars E.-U. par jour et l'espérance de vie ne dépasse pas 46 ans. Les services de santé et d'éducation sont trop onéreux pour la grande majorité de la population. Le taux de prévalence du VIH au niveau national est estimé à quatre pour cent mais il atteint jusqu'à sept pour cent dans certaines régions. Pourtant, jusqu'à présent, les programmes de lutte contre le VIH/SIDA (prévention, accompagnement et traitement) ne sont pas encore disponibles dans la plupart des districts et les traitements anti-rétroviraux ne sont dispensés que dans quelques centres de soins situés dans les principales villes du pays.



Réfugiés congolais revenus de la République du Congo par voie maritime avant d'être emmenés dans un centre de transfert à Mombozo, en RDC./ UNHCR/ J. Ose

Compte tenu de la stabilité relative régnant dans la Province de l'Equateur, l'UNHCR a commencé à organiser le retour des réfugiés congolais de la République Centrafricaine et de la République du Congo vers cette province respectivement à la fin de 2004 et avril 2005. Le rapatriement des réfugiés en exil en Tanzanie vers le Sud-Kivu a commencé en octobre 2005. Le rapatriement organisé en provenance de la République du Congo et de la Tanzanie s'est poursuivi en 2006 tandis que l'organisation de retours vers la Province de Katanga a été reportée à 2007 en raison de l'insécurité, puis des élections et du début de la saison des pluies. Depuis octobre 2004, 45 300 réfugiés ont été rapatriés par l'UNHCR, dont plus de 29 000 en 2006.

Besoins

A la fin de 2006, plus de 395 000 réfugiés congolais vivaient toujours dans les pays voisins de la RDC: 130 000 en Tanzanie, 79 000 en Ouganda, 60 000 en Zambie, 47 000 dans la République du Congo, 42 000 au Rwanda, 23 000 au Burundi, 12 000 en Angola et 2 000 en République Centrafricaine. Alors que la majorité des réfugiés en Angola ont opté pour l'intégration locale, des enquêtes menées dans les autres pays concernés révèlent que la grande majorité des réfugiés congolais souhaitent être rapatriés dès que les conditions le permettront. En 2007, la situation politique devrait rester stable et la sécurité continuer de s'améliorer dans l'est de la RDC, malgré des poches d'insécurité dues à la présence persistante de divers groupes armés. Le retour de 98 500 réfugiés en exil, essentiellement en République du Congo, Tanzanie et Zambie est donc prévu au cours de l'année 2007, principalement vers les Provinces de l'Equateur, de Sud-Kivu et du Katanga. De petits groupes de réfugiés devraient également revenir du Soudan, du Burundi, de l'Ouganda, du Rwanda et de l'Afrique australe. Par contre, d'importants mouvements de retours organisés en provenance de l'Ouganda et du Rwanda vers l'Ituri et le Nord-Kivu ne sont pas envisagés avant 2008, compte tenu des différends ethniques et territoriaux non résolus qui y prévalent.

La plupart des réfugiés congolais vivent dans des camps ou des sites attribués, souvent situés très loin de leurs villages d'origine, et n'ont pas la possibilité de revenir chez eux de leur propre chef en empruntant des moyens de transport sûrs. En

outre, les réfugiés qui retournent spontanément risquent d'être harcelés en chemin, voire pire encore. Des évaluations participatives prenant en considération l'âge, le genre et la diversité, ainsi que d'autres types d'évaluation, menées dans les régions de retour ont révélé que les principaux risques encourus par les rapatriés, les déplacés internes et la population locale sont les actes de violence et d'abus perpétrés par des membres de l'armée ou de milices, l'insécurité physique et la discrimination fondée sur l'appartenance sexuelle.

Au Sud-Kivu et au Katanga, des études ont été menées selon la méthodologie nommée *VAMP Village Assessment and Mapping Project*. Le but était d'évaluer les besoins par secteur sur la base d'indicateurs de base et de déterminer les populations actuelles et attendues (les résultats des enregistrements effectués dans les pays d'asile et des études sur les intentions des réfugiés y ont été incorporés) afin d'identifier les villages nécessitant des interventions prioritaires en fonction de ces paramètres. Les résultats ont confirmé ce que les rapatriés, les déplacés internes et la population locale avaient indiqué à l'UNHCR lors des évaluations participatives. A titre d'exemple, les évaluations ont révélé que:

- L'insécurité alimentaire est présente dans toutes les régions. La majorité de la population a moins d'un repas par jour, n'a pas accès aux semences et a un accès très limité aux marchés.
- 70 pour cent de la population n'a pas accès aux services de santé en raison du manque de ressources, de l'éloignement des centres de soin (ex: dans le territoire de Moba, les centres sont, en moyenne, à 17 km des personnes) et du manque de fournitures médicales et de personnel qualifié.
- L'accès à l'école primaire demeure un défi. Les structures existantes sont insuffisantes pour accueillir tous les écoliers tandis qu'il n'y pas assez de personnel qualifié et pas assez de matériel de base.
- Dans la plupart des localités, les habitations sont inadéquates et la population n'a pas accès aux matériaux de construction.
- 80 pour cent des villages inclus dans l'étude n'ont ni puits ni fontaine en état de fonctionnement, 43 pour cent de la population au Sud-Kivu et 54 pour cent de la population

au Katanga vivent à plus de 3 km d'un point d'approvisionnement en eau potable et le choléra est endémique dans les villages situés le long du lac Tanganyika.

Objectifs principaux

- Veiller à ce que le retour des réfugiés soit volontaire et basé sur une décision prise en connaissance de la situation.
- Assurer un rapatriement organisé, en toute sécurité et dans la dignité.

- Veiller à ce que les réfugiés rapatriés ayant des besoins spécifiques reçoivent des soins et un soutien adéquats.
- Appuyer la réintégration durable des réfugiés et leur accès à un abri décent, à la santé et à l'éducation.
- Renforcer les partenariats avec les acteurs humanitaires et du secteur du développement afin de mieux répondre aux besoins de protection et de relance communautaire.



Des habitants du village de Buburu reconstruisent une école partiellement détruite lors d'affrontements dans la Province de l'Équateur. UNHCR/ A. Phalen

Cibles prioritaires

- Signature d'accords tripartites avec tous les principaux pays d'asile, réunions des commissions tripartites au minimum une fois par an.
- Bulletin d'information disponible pour chaque province et remis à jour au minimum tous les six mois.
- Production d'au moins un programme radiophonique pour chaque pays d'asile principal (Rép. du Congo, Tanzanie, Zambie) et diffusion aux réfugiés.
- Organisation d'un minimum de six visites permettant aux réfugiés de se rendre compte de la situation sur place.
- 100 pour cent des candidats au retour sont enregistrés, signent un formulaire de rapatriement librement consenti et retournent chez eux avec des documents reconnus attestant de leur statut personnel.
- Exercice de détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant mené pour tous les mineurs rapatriés non accompagnés.
- Mise en place d'un système de suivi entre les pays d'asile et la RDC pour les réfugiés ayant des besoins spécifiques et les cas médicaux nécessitant une attention particulière.
- Mise en place d'un système pour assurer la continuation des traitements contre la tuberculose et le VIH/SIDA.
- 100 pour cent des réfugiés sont rapatriés en RDC dans les trois semaines suivant leur enregistrement.
- Pas de perte en vies humaines ni d'aggravation de l'état de santé des réfugiés lors du voyage de retour.
- 100 pour cent des réfugiés rapatriés reçoivent un kit de retour standard comportant des biens domestiques, des denrées alimentaires fournies par le PAM et du matériel de construction de maison (par famille).
- Les centres de santé des zones principales de retour qui ne reçoivent pas d'assistance d'autres acteurs humanitaires reçoivent un appui minimal en médicaments et matériel médical.
- Les écoles primaires et du premier cycle secondaire situées dans les principales régions de retour et qui ne bénéficient pas de l'assistance d'autres institutions, reçoivent un appui de base (kits scolaires, formation d'instituteurs, réhabilitation des écoles).
- Au moins 5 000 familles reçoivent un appui en matière de génération de revenus.
- Les principales zones de retour bénéficient d'un appui multisectoriel comprenant la relance des moyens de subsistance fournie par différentes institutions spécialisées.
- 80 pour cent des écoles et centres de santé des principales zones de retour reçoivent un appui de l'UNICEF et d'autres agences.
- Tous les rapatriés ont accès à des semences et des outils grâce aux programmes d'autres agences.

Chiffres prévisionnels

Province	Principaux pays d'asile	Janvier 2007 ¹		Décembre 2007 ¹	
		Total de rapatriés dans la région	Ayant bénéficié de l'assistance de l'UNHCR ²	Nouveaux rapatriés	Ayant bénéficié de l'assistance de l'UNHCR ²
Equateur	Rép. du Congo, Rép. Centrafricaine	19 900	19 600	25 000	25 000
Sud-Kivu	Burundi, Tanzanie	38 270	24 500	49 000	48 500
Katanga	Zambie, Tanzanie	26 900	0	23 000	21 000
Autres, essentiellement la Province Orientale et le Nord-Kivu	Ouganda, Rwanda, Afrique du Sud	3 930	1 400	8 000	4 000
Total		89 000	45 300	105 000	98 500

¹ Les données de janvier 2007 reflètent les retours jusqu'au 31 décembre 2006. Les données de décembre 2007 reflètent tous les nouveaux retours durant 2007.

² Ces chiffres indiquent le nombre de rapatriés dont le retour a été facilité par l'UNHCR.

Planification des retours organisés par pays d'asile : République du Congo: 25 000; Tanzanie 45 000; Zambie: 20 000; autres: 8 500.



Ayant reçu un colis d'aide au retour, ces rapatriés congolais font une halte dans le camp de transit de Baraka, au Sud-Kivu, d'où ils organisent leur voyage à destination de leurs communautés d'origine. / UNHCR/ S. Schulman

Stratégie et activités

Protection et suivi des retours

Dans les pays voisins de la RDC, l'UNHCR continuera d'effectuer des exercices de vérification afin de mettre à jour les informations relatives aux réfugiés congolais, en particulier à leurs communautés d'origine. Ces informations seront enregistrées et partagées avec le bureau de l'UNHCR en RDC. Cela facilitera aussi l'enregistrement des candidats au retour et l'émission de documents nécessaires pour le rapatriement. Des études sur les intentions de rapatriement seront également menées et/ou mises à jour avant le début de la principale saison de retour, en vue de faciliter la planification. Sur la base des données communiquées par les pays d'asile concernant les lieux d'origine des réfugiés, le bureau de l'UNHCR en RDC effectuera des évaluations afin de déterminer si le rapatriement peut y être organisé.

Après la tenue des élections en RDC en 2006, les pays d'asile s'attendent à un retour en masse des réfugiés. L'UNHCR tiendra les gouvernements concernés au courant de l'évolution de la situation en RDC ainsi que des intentions des réfugiés et des opérations de retour. L'UNHCR sensibilisera les autorités quant à la nature volontaire des retours et organisera des sessions de formation sur la protection et le rapatriement à l'intention des autorités locales et autres personnes impliquées dans les opérations de retour. Des accords tripartites, définissant le cadre et les modalités de retour entre la RDC, l'UNHCR et le pays d'asile, ont été signés avec la République Centrafricaine, la République du Congo, la Tanzanie, le Soudan et la Zambie. En 2007, l'UNHCR prévoit de tenir régulièrement des réunions de commissions tripartites et de négocier et signer des accords tripartites avec le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda.

Afin de permettre aux réfugiés de prendre une décision en connaissance de cause, l'UNHCR continuera de recueillir des informations sur la situation dans les régions d'origine et de les transmettre aux réfugiés par le biais de bulletins d'information, de brochures et de programmes radiophoniques. L'UNHCR organisera également des visites en RDC pour des petits groupes de réfugiés afin qu'ils puissent juger de la situation sur place et partager leurs observations avec les

autres réfugiés. Des visites de rapatriés dans leurs anciens camps seront aussi organisées. Des sessions de sensibilisation au danger des mines seront organisées dans les pays d'asile là où cela s'avèrera nécessaire. Les réfugiés qui prendront le chemin du retour seront encouragés à emporter leurs documents personnels tels que certificats de naissance, mariage et décès, les attestations et diplômes scolaires et leurs dossiers médicaux. L'UNHCR, en collaboration avec les autorités et les partenaires concernés, s'assurera que les réfugiés sont en possession de tous les documents nécessaires avant leur rapatriement.

Avant le retour, l'UNHCR identifiera les réfugiés ayant des besoins spécifiques, sur le plan médical et social, et mettra en place des modalités particulières de retour et de suivi, notamment pour les personnes recevant un traitement contre la tuberculose ou anti-rétroviral. L'UNHCR accordera une attention particulière aux mineurs non accompagnés et aux enfants séparés de leurs familles, qu'ils vivent ou non dans leurs familles d'adoption. Des efforts additionnels seront entrepris pour que ces enfants soient identifiés et pour, avec l'aide du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et des Sociétés nationales de la Croix Rouge, retrouver la trace de leurs proches et faciliter la communication avec ces derniers avant le rapatriement. Des exercices de détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant seront conduits pour ceux qui se sont enregistrés pour le rapatriement seuls ou avec leur familles d'adoption.

L'UNHCR suivra de près la situation des rapatriés dans leur communauté d'origine en ce qui concerne leur sécurité, leurs droits et leur bien être. L'organisation travaillera avec les autorités et les institutions en cas de problèmes de protection ou de violation des droits de l'homme et si nécessaire, saisira le Module de Protection. L'UNHCR tâchera également de répondre à d'autres besoins par le biais d'interventions directes et en demandant l'intervention d'autres institutions auprès du Module de Réintégration et Relance communautaire et des autres modules pertinents. Dans les régions et les zones de retour ayant été en proie à des conflits ou dans lesquelles des tensions persistent au sein de la population, l'UNHCR appuiera les activités de réconciliation et les mécanismes pacifiques de résolution des différends.

Activités de retour et de réintégration

Après le retour, en coordination et en collaboration avec les autres institutions, l'UNHCR fournira une assistance individuelle et à l'échelle communautaire afin de faciliter la réintégration socio-économique des rapatriés. L'intervention directe de l'UNHCR se fera dans le cadre des modules nationaux et provinciaux, en conformité avec la Stratégie Nationale de Réintégration qui devrait être en place en 2007.

Les réfugiés désirant rentrer chez eux seront enregistrés et recevront un formulaire de rapatriement librement consenti avec photos. Ce document sera reconnu comme pièce d'identité officielle en attendant la délivrance de la nouvelle carte d'identité nationale par les autorités de la RDC. L'UNHCR veillera à ce que tous les membres adultes de la famille en aient un

exemplaire. Les réfugiés seront rayés de la liste des réfugiés et rendront leur carte de ration alimentaire ainsi que leur carte de réfugié. L'UNHCR organisera le transport des réfugiés du pays d'asile à leurs villes et villages d'origine ou aussi près que possible de ces derniers. Le rapatriement sera effectué par voie terrestre, maritime ou aérienne. L'UNHCR fera le maximum pour avoir recours aux modes de transport les plus efficaces tenant compte des facteurs distance, sécurité, temps et coûts. Des points de rassemblement et des centres de transit seront construits et régulièrement entretenus afin d'y accueillir les réfugiés avant le voyage du retour et à leur arrivée. Des repas seront distribués dans les centres de transit ainsi que pour le voyage.



Rapatrié congolais (RDC) de retour de Tanzanie, fabriquant des briques pour se construire une nouvelle maison à Baraka, au Sud-Kivu./ UNHCR/ S. Schulman

A leur arrivée et tandis qu'ils sont encore dans le centre de transit, les autorités de la RDC enregistreront les rapatriés avec l'appui de l'UNHCR. Un examen médical et social sera effectué et les rapatriés seront, pendant leur séjour dans les centres de transit, sensibilisés aux questions telles que le VIH/SIDA, la violence sexuelle et sexiste, les mines, la qualité de la nutrition et l'utilisation de moustiquaires. Des rations alimentaires de trois mois fournies par le

PAM seront distribuées par l'UNHCR ainsi qu'un colis contenant des bâches en plastique, des couvertures, des nattes, des jerrycans, un set de cuisine et des articles sanitaires. Des moustiquaires imprégnées seront distribuées aux femmes enceintes et aux familles ayant des enfants en bas âge. L'UNHCR fournira aussi des kits d'abris de base aux rapatriés.

Lorsque les acteurs du secteur du développement ou de l'humanitaire ne sont pas présents ou se trouvent dans l'incapacité de répondre aux besoins des rapatriés, l'UNHCR – en consultation avec ces mêmes acteurs – fournira l'appui nécessaire, y compris l'approvisionnement en médicaments et en équipement médical ainsi que la remise en état des infrastructures de santé. L'UNHCR fournira par ailleurs les organisations oeuvrant à l'échelle communautaire afin d'informer, sensibiliser et aider les enfants orphelins du SIDA et les personnes atteintes du VIH/SIDA. L'UNHCR veillera à ce que les réfugiés recevant un traitement anti-rétroviral (ARV) dans les pays d'asile continuent à le recevoir après leur retour en RDC.

L'UNHCR facilitera l'accès des rapatriés à l'éducation et interviendra dans les zones susceptibles de ne pas être couvertes par l'UNICEF, par le biais de matériel et d'équipement scolaires et par la reconstruction d'écoles primaires qui comptent un nombre particulièrement important d'enfants rapatriés.

Afin de redonner aux rapatriés et à leur communautés la possibilité d'avoir des moyens de subsistance, l'UNHCR les aidera, en particulier les femmes, à mettre sur pied des activités génératrices de revenus à petite échelle, telles la couture, moudre des graines, presser de l'huile, la menuiserie, le petit élevage, la pisciculture, la boulangerie ainsi que des projets agricoles, en leur distribuant des kits professionnels et en leur dispensant une formation adéquate. Des initiatives de micro-crédit seront développées, notamment dans le Sud-Kivu et au Katanga, suite au succès de leur mise en œuvre dans la région de Fizi en 2006.

L'UNHCR remettra en état les routes secondaires que les réfugiés emprunteront lors du voyage de retour, principalement en réparant les ponts et autres structures détruites ou endommagées. L'UNHCR aidera également à la remise en état des écoles et des centres de soins si d'autres institutions ne sont pas en mesure de le faire et les équiperont en points d'eau. Dans le cas où les communautés ou les autorités concernées identifieraient le secteur hydraulique comme étant prioritaire, l'UNHCR remettra en fonctionnement d'autres fontaines ou puits.

Partenariats et plaidoyer pour un retour viable

Plusieurs acteurs devraient entreprendre des activités complémentaires à celles de l'UNHCR. L'UNICEF a été un partenaire clé, en fournissant des kits pour les élèves et les enseignants. L'UNHCR continuera de promouvoir le soutien de l'UNICEF pour la formation des enseignants et l'intégration de modules relatifs aux droits de l'enfant au sein des programmes de formation. Le PAM fournira un colis de trois mois de nourriture et, sous réserve d'une évaluation conjointe des besoins à l'échelle du village ainsi qu'en fonction des disponibilités et de l'accessibilité, une quantité supplémentaire de nourriture pourrait être fournie sous forme de distribution gratuite ou sous forme de programmes tels que « nourriture contre travail », « nourriture contre formation » ou « nourriture contre agriculture ». La FAO inclura les rapatriés dans les programmes en cours assurant la distribution de semences et d'outils ainsi que d'équipement pour la petite pêche. L'UNHCR apportera un soutien logistique à la FAO pour assurer que ces articles parviennent à bon port dans les régions de rapatriement. Afin d'assurer également l'accès des réfugiés aux soins de santé à leur retour, l'UNHCR continuera d'encourager l'appui à des zones médicales ciblées, y compris les soins de première nécessité pour le VIH/SIDA, les transfusions de sang sûres, les précautions universelles, le traitement des maladies sexuellement transmissibles et les infections ainsi que – lorsque possible – les tests de dépistage volontaires et conseils et prévention contre la transmission de la mère à l'enfant. L'UNHCR continuera en outre à mobiliser d'autres institutions en faveur de la remise en état des infrastructures, notamment les routes, les marchés et les systèmes d'approvisionnement en eau.

La viabilité des retours dépendant en grande partie de l'aide à la réintégration et des activités de relance communautaire, l'UNHCR mettra à profit son rôle de coresponsable du Module de Réintégration et Relance communautaire afin d'accroître de telles activités. L'évaluation au niveau des villages conduite par l'UNHCR au Sud-Kivu s'est avérée fort convaincante en tant qu'instrument de plaidoyer, de planification et d'identification des priorités. Elle sera donc mise en pratique dans plusieurs autres régions de retour en 2007.

Impact

- Les réfugiés de la RDC quittent les pays voisins pour retourner chez eux dans le cadre d'opérations organisées.
- Ils ont accès à des informations objectives quant à la situation dans leur région d'origine et aux conditions dans lesquelles s'effectuera le voyage du retour.
- Le caractère librement consenti du rapatriement est respecté par toutes les personnes concernées et le choix du retour n'est pas imposé au réfugié.
- Tous les candidats au rapatriement sont transportés jusqu'au lieu de retour dans la sécurité et la dignité.
- Les réfugiés ayant des besoins spécifiques reçoivent le soutien nécessaire pendant leur déplacement et bénéficient de l'aide au retour requise.
- Tous les réfugiés qui rentrent chez eux avec l'assistance de l'UNHCR reçoivent la nourriture et les articles matériels dont ils ont besoin à court terme pour garantir le succès de leur réintégration.
- Tous les rapatriés ont accès aux soins médicaux de base ainsi qu'à l'enseignement primaire.
- Tous les rapatriés sont sensibilisés aux questions liées au VIH/SIDA et ceux recevant un traitement anti-rétroviral continuent à être soignés en RDC.
- Au moins 80 pour cent des rapatriés bénéficient d'une sécurité alimentaire grâce aux efforts concertés de l'UNHCR et des autres institutions.

Défis

L'état de délabrement des infrastructures routières en RDC, combiné à l'immensité du pays, représente un défi de taille pour l'UNHCR et les autres institutions humanitaires et rend difficile et onéreuse la distribution de l'aide. D'autres problèmes majeurs risquant d'affecter les activités de retour et d'intégration de l'UNHCR sont les manques de financement au moment nécessaire et le nombre adéquat de partenaires d'exécution. Cela pourrait considérablement entraver les efforts déployés par l'organisation et d'autres institutions en vue de créer les conditions minimales requises pour garantir un retour durable. Alors que l'attention des donateurs et que le financement des activités de réintégration et de transition augmentent, de nouvelles situations de déplacement interne dans des régions restant précaires, comme dans le Nord-Kivu et en Ituri, risquent de détourner les ressources humaines et financières destinées aux zones de retour. Des catastrophes naturelles telles que des inondations, la sécheresse, des éruptions volcaniques ou des épidémies pourraient également surpasser les capacités déjà limitées de l'assistance humanitaire ou empêcher les réfugiés de regagner certaines régions. Finalement, un retour soudain et massif des réfugiés risquerait de saturer la capacité d'absorption des communautés.

Organisation et mise en oeuvre

Présence de l'UNHCR

Nombre de bureaux ⁽¹⁾	7
Total du personnel	137
International	22
National	104
VNUS s	11
Jeunes experts associés	-
Déployés	-

⁽¹⁾ Comprend le personnel et les coûts administratifs énoncés dans ce Programme supplémentaire, sur un total de 14 bureaux en RDC et 5 bureaux supplémentaires dans les pays d'asile impliqués dans cette opération.

Coordination

La Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR) est le principal interlocuteur de l'UNHCR en RDC. L'UNHCR fait partie de l'Equipe de Pays des Nations Unies et collabore étroitement avec le Coordinateur Humanitaire et le Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général. L'approche modulaire est pratiquée depuis 2006 en RDC. Etant donné les similarités entre les besoins de protection des rapatriés, des déplacés internes et de la population locale, le programme de retour et d'intégration de l'UNHCR est incorporé au sein de l'approche modulaire et du Plan d'Action Humanitaire. Le Module de Réintégration et Relance communautaire est placé sous la responsabilité conjointe de l'UNHCR et du PNUD. L'UNHCR dirige également, avec la MONUC, le Module de Protection, et participe à plusieurs autres modules. Les modules se réunissent régulièrement, tant au niveau national que provincial, avec la large participation des institutions des Nations Unies et des ONGs. L'approche modulaire continuera de renforcer le processus conjoint de la prise en compte des priorités ainsi que la collecte et l'utilisation systématiques de bases de données socio-économiques relatives aux régions de retour.

La collaboration stratégique de l'UNHCR avec la FAO, l'UNICEF, le PAM et le PNUD se poursuivra en 2007 et de nouvelles opportunités de partenariat avec d'autres institutions telles que le BIT et l'UNOPS seront explorées. En outre, l'UNHCR est engagé aux côtés d'acteurs du secteur de développement à travers le cadre des

Nations Unies pour l'aide au développement afin de veiller à ce que les régions de retour soient incluses dans les plans de développement nationaux. En continuant de prendre part à l'équipe de gestion de projet des Nations Unies, l'UNHCR continuera de promouvoir la complémentarité entre aide d'urgence, plans de développement et ressources.

Partenaires

Partenaires d'exécution

Gouvernement: Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR)

ONG: Action Humanitaire Afrique, Actions et Interventions pour le Développement et l'Encadrement Social, Association pour le développement social et la sauvegarde de l'environnement, Atlas Logistique/Handicap International, Caritas Katanga, *Catholic Relief Services*, Comité de développement intégré, *Danish Church Aid*, *Search for Common Ground*

Autres: *Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit* (GTZ), *International Organization for Migration*

Partenaires opérationnels

Gouvernement: Ministère de la Défense, Ministère de l'Intérieur, Ministère de la Condition Féminine et des Affaires Sociales, Police Nationale Congolaise

Autres: FAO, CICR, BIT, PNUD, UNESCO, UNHCHR, UNICEF, OCHA, PAM

Encore au Burundi, ces réfugiés de la RDC attendent le départ du convoi qui va les ramener dans leur pays./
UNHCR/ C.-L. Grayson



Total des besoins (en dollars E.-U.)

SECTEURS	RDC	TANZANIE	REP. DU CONGOC	ZAMBIE	Pays d'Afrique centrale	Vérificateur/ Audit résident	Total
Protection, Suivi et Coordination	9,420,231	946,593	350,871				10,717,695
Services communautaires	1,442,518	0	66,793	23,179	0		1,532,490
Besoins domestiques/ Soutien familial	2,035,000	0	64,925	31,388			2,131,313
Education	1,679,067	0	0	0	0		1,679,067
Denrées alimentaires	67,944	19,530	0	0	0		87,474
Sylviculture	84,096	0	105,168	53,997	0		243,261
Santé/ Nutrition	2,044,444	210,800	48,782	60,478	0		2,364,504
Génération de revenus	1,668,814	0	0	0	0		1,668,814
Assistance juridique/ Protection	2,004,457	638,600	21,303	97,161	271,500		3,033,021
Soutien opérationnel (aux agences)	2,973,961	97,340	254,080	222,775			3,548,156
Assainissement	25,897	46,500	12,348				84,745
Abris/ Autres infrastructures	3,701,688	266,600	44,839	37,087			4,050,214
Transport/ Logistique	5,982,784	1,813,500	824,948	531,053	2,443,500		11,595,785
Eau	262,930	7,130	56,814	42,882			369,756
Bétail	26,400						26,400
Total des opérations	33,420,231	4,046,593	1,850,871	1,100,000	2,715,000	0	43,132,695
7% Coût indirect *	2,339,416	283,262	129,561	77,000	190,050	0	3,019,289
Appui au Programme	589,364		231,479			245,897	1,066,740
TOTAL	36,349,011	4,329,855	2,211,911	1,177,000	2,905,050	245,897	47,218,724

*Un coût de sept pour cent a été rajouté au total des besoins opérationnels pour les dépenses d'appui indirectes engagées par l'UNHCR.

Aperçu financier pour 2006

Les besoins financiers globaux pour l'Appel supplémentaire de l'UNHCR pour le retour et la réintégration des réfugiés de la RDC s'élevaient à dollars E.-U. 75,570,862. L'UNHCR remercie les donateurs suivants pour leur généreuse contribution à ce Programme :

Donateur	Montant (dollars E.-U.)
Belgique	1,785,714
CERF	3,300,538
Commission européenne	7,626,887
France	90,689
Allemagne	2,401,075
Irlande	1,184,834
Pologne	50,000
Fonds commun pour la RDC	2,701,791
Secteur privé	635,630
Espagne	610,217
Royaume-Uni	1,217,391
Etats-Unis d'Amérique	10,000,000
Total	31,604,766

